

Communiqué de presse

Berne-Liebefeld, le 29 novembre 2018

Révision de la loi sur les produits thérapeutiques et de la part de distribution: la Société Suisse des Pharmaciens pharmaSuisse rétablit la vérité.

Une nouvelle réglementation sur la remise de médicaments de la liste C entrera en vigueur au cours du premier trimestre 2019. Malheureusement, les médias ont diffusé de nombreuses contrevérités à ce sujet: contrairement aux fausses informations publiées, la population ne devra pas assumer chaque année un surcoût de 100 millions de francs. Il a également été avancé à tort que le prix des sirops antitussifs connaîtrait une forte augmentation. Enfin, il a été déclaré que les marges augmenteraient de plusieurs centaines de millions de francs au profit des pharmaciens. Cette allégation est aussi une intox.

Mi-novembre 2018, Swissmedic a publié un communiqué sur la reclassification des médicaments de la catégorie de remise C, dans le cadre de la révision de la loi sur les produits thérapeutiques. En raison des risques d'abus et du potentiel d'interactions graves, environ 50 médicaments ont été réaffectés dans la catégorie B. La Société Suisse des Pharmaciens pharmaSuisse estime que dans l'ensemble, les clients bénéficient de cette reclassification. Elle est également  tonn e par la quantité de fausses nouvelles publiées sur cette thématique.

Affirmation: Le reclassement va générer une hausse des coûts de la santé s'élevant à 100 millions de francs par an.

pharmaSuisse répond:

Les clients jouissent d'un meilleur accès aux médicaments, la réaffectation de médicaments de la liste C dans la liste D offre davantage de choix en droguerie. En parallèle, l'accès à certains médicaments soumis à ordonnance est facilité, car dorénavant, ces derniers sont également disponibles sur décision du pharmacien sans qu'un rendez-vous médical ou une ordonnance ne soient impérativement nécessaires. Grâce aux connaissances qu'ils ont acquises, les pharmaciens sont à même de prendre une décision thérapeutique sous leur propre responsabilité, ou de prolonger un traitement à long terme prescrit par un médecin. Cela permet d'économiser des consultations médicales superflues et notamment de réduire les passages coûteux aux urgences pour des cas sans gravité, ce qui représente un potentiel d'économies de plus de 100 millions de francs par an.

Affirmation: La remise de sirop antitussif demande un travail de documentation important ; par conséquent, le prix de ces préparations va augmenter. Sous ce prétexte, des augmentations de marge ont été demandées à l'OFSP.

pharmaSuisse répond:

Sans relâche, les médias et les organisations de protection des consommateurs appellent à un rôle de prévention plus important de la part des pharmaciens. Aujourd'hui déjà, les pharmaciens limitent l'accès des jeunes aux sirops contre la toux pouvant entraîner une dépendance. Il s'agit désormais d'inscrire cet usage dans la loi. Cependant, et contrairement à ce qui a été dit dans les médias, le type de documentation à remplir lors de la remise de ces préparations n'est pas encore totalement défini. pharmaSuisse demande une application pragmatique de l'obligation de documentation: dès lors que le patient dispose d'un dossier patient à la pharmacie, une simple inscription suffit. Dans le cas contraire, le pharmacien proposera l'ouverture d'un dossier. Si le client y renonce, le pharmacien doit, comme c'est le cas actuellement, décider au titre du devoir de diligence s'il remet ou non le médicament. La

décision de remettre ou non le médicament incombait au pharmacien également pour la liste C, il n'y a ici rien de nouveau.

L'affirmation que cela g n rera des coûts à charge de l'assurance-maladie n'a aucun sens: rien ne changera par rapport à la pratique actuelle. Après leur reclassification dans les listes D et B, seuls les médicaments figurant dans la LS seront remboursés à condition qu'ils soient prescrits par un médecin, comme auparavant.

Affirmation: l'OFSP demande l'augmentation des marges au profit des pharmaciens, car ces derniers invoquent des coûts plus importants chez les grossistes.

pharmaSuisse répond:

L'OFSP a ouvert une procédure de consultation sur la révision de la marge de distribution actuelle. Dans ce cadre, deux nouveaux modèles sont proposés, qui prévoient chacun environ 50 millions de francs d'économies. Parler d'une augmentation de la rémunération est faux. Par contre, il est exact que pharmaSuisse n'accepte pas cette coupe supplémentaire proposée par l'OFSP alors que les frais de distribution et de salaires du personnel à charge des pharmacies augmentent. pharmaSuisse exige que les marges soient calculées en respect des règles de l'économie d'entreprise.

Renseignements:

Société Suisse des Pharmaciens pharmaSuisse
Stationsstrasse 12
3097 Berne-Liebefeld
Tél.: +41 (0)31 978 58 27
Courriel: kommunikation@pharmaSuisse.org

pharmaSuisse défend des conditions-cadre du système de santé permettant aux pharmaciens de mettre leurs connaissances professionnelles au service de la communauté et d'assumer de façon optimale leur rôle de spécialistes du médicament. L'organisation fa ti re des pharmaciens, fondée en 1843, fête cette année ses 175 ans d'existence. pharmaSuisse s'engage pour l'efficacité de l'approvisionnement de la population en médicaments et développe des mesures de prévention ainsi que des offres dans les domaines de la formation postgrade et continue, de l'assurance-qualité et de la collaboration interprofessionnelle. Elle compte actuellement 6300 membres individuels et 1500 pharmacies affiliées.

www.pharmaSuisse.org